



PRÉFET DE ZONE
DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ OUEST

SECRÉTARIAT GÉNÉRAL POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR



NOTICE DESCRIPTIVE
PRE-PROGRAMME

Saint Cyr sur Loire, le 24 octobre 2025

1.1 - Organisme

Pouvoir adjudicateur : SGAMI OUEST - Préfecture de la Zone de Défense Ouest

Acheteur/contrôleur : Jean-Louis JOUBERT

1.2 - Objet de la consultation

**CRA Olivet (45)
Mission de maîtrise d'œuvre
pour l'extension de l'annexe de justice**

1.3 - Description de la mission :

Mission de base de maîtrise d'œuvre pour la construction d'une extension à l'annexe de justice existante sur le site du centre de rétention administrative d'Olivet (45).

1.4 - Montant des travaux :

L'enveloppe des travaux est de 550 000 € HT.

1.5 - Composition du dossier :

Le dossier de pré-programme est composé de la présente notice, et en annexe, des documents suivants :

- schéma fonctionnel
- fiche programme
- plan rdc de l'annexe de justice
- fiche technique « référentiel justice »

Les dossiers des ouvrages exécutés (DOE) seront mis à la disposition du titulaire du marché.

1.6 - Particularités du projet :

Parti d'aménagement :

Cette extension sera accolée à l'annexe de justice existante.

Flux et déplacements :

Le principe fondamental est que les flux des magistrats et des retenus ne se croisent jamais.

La porte des magistrats dans la salle d'audience est sécurisée.

(Cf. schéma fonctionnel en annexe)

Entrées du bâtiment :

Il y a trois entrées distinctes :

- entrée des magistrats côté CRA

- entrée des avocats et du public (existante coté domaine public, dont l'utilisation en tant que telle est à conserver),

- entrée des retenus accompagnés des agents de police, coté CRA

Sas de détection :

Un sas de détection sécurisé est positionné à l'entrée du public.

Équipements audio et vidéo, mobiliers spécifiques :

Tous les besoins liés aux volets audio et visio sont décrits dans le référentiel Justice (voir fiche technique en annexe).

Il en est de même pour le mobilier des salles de visioconférence et d'audience. Ils devront être pris en compte dans les phases d'étude.

1.7 - Contraintes foncières :

Le projet s'inscrit dans un périmètre contraint. En effet l'annexe de justice est encadrée par le domaine public d'un côté, et les zones de stationnements et la voie de circulation internes du CRA, de l'autre.

L'extension devra s'étendre en neutralisant le moins de places de stationnement possible. Pour ce faire, une construction en étage est possible.

La contrainte réglementaire de visibilité du tram à l'approche du carrefour avec la rue de Châteauroux est à prendre en compte pour positionner l'extension.

1.8 - Travaux en site occupé :

Les travaux de l'extension se feront en site occupé. En effet l'annexe de justice sera en fonctionnement pendant les travaux de son extension.

1.9 - Études en variante :

En étude de base, le titulaire présentera une solution de construction en rdc.

En variante, il présentera :

- une extension en r+1,

- trois salles visio de 27 m², au lieu d'une salle d'audience de 45 m² et deux salles de visio de 27 m².

1.10 – Visite du site

Les candidats prennent connaissance des caractéristiques du besoin, **lors d'une visite obligatoire sur le site**, avec une personne responsable du site qui lui exposera la demande des prestations à réaliser.

Pour fixer un rendez vous sur place, vous pouvez contacter :

Monsieur Vincent Perrin (tél : 02.47.42.85.97 / vincent.perrin1@interieur.gouv.fr)

La proposition présentée par la société soumissionnaire devra être établie en tenant compte de la situation et de l'état actuel des lieux ainsi que toutes les contraintes d'accès.

A cet effet, le représentant du groupement devra connaître et se rendre compte des conditions de mise en œuvre des prestations dont il a la charge, des moyens d'accès, en vue de réaliser ceux-ci sous sa seule responsabilité.